



HAL
open science

Le vote en régime autoritaire. Le cas de la fédération de Russie (2011-2020)

Marie Mendras

► To cite this version:

Marie Mendras. Le vote en régime autoritaire. Le cas de la fédération de Russie (2011-2020). La Russie et la guerre, Parlement européen, Jun 2023, Bruxelles, France. pp.1-32. hal-04373507

HAL Id: hal-04373507

<https://hal.science/hal-04373507>

Submitted on 5 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LE VOTE EN RÉGIME AUTORITAIRE. LE CAS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE (2011-2020)

Marie Mendras

CNRS & CERI - Sciences Po Paris

Étude présentée au séminaire "La Russie et la guerre", groupe de travail de la Commission des Affaires Étrangères, Parlement européen, Bruxelles, 29 juin 2023

Au tournant du 21^e siècle, la Fédération de Russie est passée de *l'élection désordonnée à l'ordre sans élection libre*, de la souveraineté populaire à la tyrannie du souverain. Plusieurs systèmes électoraux ont été essayés, la constitution a été modifiée. La trajectoire a été celle d'une dégradation constante de la qualité du vote jusqu'à la négation des préférences individuelles.

Dans un contexte de durcissement du pouvoir, le vote des citoyens est devenu, pour le Kremlin, une obligation encombrante, et non la source de la légitimité politique. Depuis son élection contestée en mars 2012, Vladimir Poutine mise sur l'exercice sans concession du pouvoir pour regagner l'autorité, car seule cette autorité non partagée, et crainte, lui permet de proclamer la « légitimité » de son règne commencé en 2000. Il a pris peur après le désastre électoral des législatives de décembre 2011, qui a mis un moment en danger le nouveau plébiscite de mars 2012. Il échappera ensuite à la sanction des urnes pendant près de cinq ans, jusqu'aux législatives de septembre 2016, et dix-huit mois de plus jusqu'à la présidentielle de 2018. En 2020, la révision anticonstitutionnelle de la Loi fondamentale de 1993 a notamment pour objet d'assurer à Vladimir Poutine la possibilité de prétendre à deux nouveaux mandats de six ans, en 2024 puis en 2030, et marque la fin du régime constitutionnel.¹

¹ Une révision constitutionnelle à l'automne 2008 a rallongé le mandat présidentiel de quatre à six ans, et le mandat des députés de la Douma de quatre à cinq ans. Dmitri Medvedev était alors Président, et Vladimir Poutine Premier ministre, dans un tandem mis en place pour permettre à Poutine de pouvoir se présenter de nouveau à la présidentielle en 2012. L'article 81 de la constitution de 1993 prévoyait une limitation à deux mandats successifs. Cette limitation disparaît du texte en 2020 (voir partie 3).

A chaque scrutin, les ministères de l'Intérieur et de la Justice, avec le soutien servile de la Commission électorale centrale, éliminent de la compétition toute figure connue de l'opposition, aux élections locales et régionales comme aux législatives et aux présidentielles. La dernière présidentielle de mars 2018 est une caricature de plébiscite mal acquis. Vladimir Poutine ne cherche pas à sauver les apparences, il assume l'arbitraire et la force comme modes de gouvernement. Il ouvre ainsi le champ à une corruption décomplexée, car plus aucun garde-fou institutionnel ne fonctionne. Chaque arrestation d'opposant, de gouverneur un peu rétif ou d'oligarque en rupture de ban, nourrit la concussion et le clanisme au sein des groupes au pouvoir, du Kremlin jusqu'aux municipalités et entreprises, privées et publiques. Le refus d'élections pluralistes révèle la faiblesse intrinsèque, l'illégitimité d'un chef autoritaire qui n'admet que l'obéissance ou l'indifférence en politique, et la soumission aux intérêts économiques du sérail.

Cet article pose en premier lieu la question du vote en régime autoritaire, puis ouvre une réflexion sur la quête de légitimité dans les urnes, en s'appuyant sur l'exemple russe. La troisième partie analyse le grand tournant qu'a connu la Russie en 2011-2012, quand la contestation du pouvoir poutinien, après des élections manipulées, a fait basculer le régime dans un système de diktat, répression et conflits.

1. L'ÉLECTEUR N'EST PAS CITOYEN

Les chefs en régime autoritaire demandent la bénédiction des urnes alors qu'ils sont bien décidés à ne pas tolérer la sanction des urnes. Comment ajustent-ils, par le contrôle et la contrainte, le vote populaire à leur désir de consolider leur pouvoir sans jamais le partager ? La non-démocratie électorale utilise le vote à son avantage, mais peine le plus souvent à en tirer une légitimité forte.

La non-démocratie électorale

Il est loin le temps où Schumpeter affirmait que la règle de l'élection est un « trait caractéristique de la démocratie », une « méthode institutionnelle pour arriver à des décisions politiques, dans laquelle les individus acquièrent le pouvoir de décider

par le moyen d'une compétition pour remporter le vote du peuple ».² Soixante-dix ans plus tard, la règle de l'élection s'applique dans la quasi-totalité des régimes politiques, des plus démocratiques aux plus brutaux, comme la Syrie de Bachar al Assad, dictateur « réélu » en 2014 dans un pays détruit. Assad avait même poussé le mépris jusqu'à concourir aux côtés de deux autres « candidats », qui appelaient à voter pour lui !

L'Irak de Saddam Hussein, l'Argentine des généraux, et l'URSS poststalinienne offrent d'autres exemples de régimes autoritaires qui s'affichaient « démocratiques » et « populaires ». Les pays d'Europe centrale et orientale vassalisés par Moscou étaient affublés de l'étiquette « démocraties populaires ». Notons que les administrations satrapes installées par Moscou à Lougansk et Donetsk en avril 2014 se sont auto-proclamées « républiques populaires ».³ Le vocabulaire doctrinal a changé ces dernières années. L'accent est mis sur le « populaire », et non sur le démocratique. Des « référendums populaires » conduits à la pointe du fusil ont servi à avaliser la proclamation des « républiques ». Le même procédé a été utilisé en septembre 2022, dans la proclamation de l'annexion des régions ukrainiennes de Kherson, Zaporijia, Donetsk et Lougansk, alors que l'armée russe ne les occupait pas entièrement et reculait chaque jour. Le Kremlin a suivi le modèle des « votes » sous contrainte dans les trois pays baltes en juillet 1940, afin de les annexer sous la forme de nouvelles républiques de l'URSS.⁴

Les régimes sans élection des gouvernants par le peuple sont rares au 21^e siècle. La Chine et la Corée du Nord portent fièrement leur « dictature du parti » et du Leader, et écartent le suffrage universel direct comme mode d'approbation du pouvoir en place. Le chef d'État et secrétaire général du parti communiste, Xi Jinping, a été solennellement proclamé « guide suprême » en octobre 2016.⁵ Par une révision de la constitution en février 2018, Xi n'est plus tenu par la limite de deux mandats

² Cité in Paul Brooker, *Non Democratic Regimes*, Palgrave Macmillan, Basingstoke (Royaume Uni), troisième édition, 2014, op. cit, p. 11.

³ Cf. David R. Marples, ed., *The War in Ukraine's Donbas: Origins, Contexts, and the Future*, Central European University Press, 2022, <https://www.jstor.org/stable/10.7829/j.ctv26jpb68t>

⁴ Roger Moorhouse, *The Devils' Alliance*, New York, Basic Books, 2014.

⁵ NYT, 28 octobre 2016, p. 7 (en anglais : « core leader »).

présidentiels, et se trouve donc président à vie. Il se place au-dessus de la société, de l'État et du parti communiste.⁶

Le cas chinois a toujours été suivi avec attention à Moscou, où l'idée d'une fonction quasi sacrée de « garant de l'unité nationale », inspirée du statut créé pour Deng Xiao Ping en 1979, avait été envisagée en 2007 pour Vladimir Poutine. Le montage du « tandem » avec Dmitri Medvedev avait été jugé, à juste titre, bien plus avantageux. En installant dans le fauteuil présidentiel un vice-premier ministre dévoué en 2008, Poutine avait pour objectif de reprendre la présidence en 2012 et de rester au pouvoir le plus longtemps possible.⁷ En 2020, il suit l'exemple de Xi et d'autres dictateurs, et s'octroie la possibilité de mandats supplémentaires. La singularité de la Chine est que le chef est élu par l'Assemblée nationale populaire, et non au suffrage universel, institution qui n'existe pas.

L'histoire de France au milieu du 19^{ème} siècle offre un cas unique en son genre, avec le coup d'État de le 2 décembre 1851. Premier président de la République française élu au suffrage universel masculin, avec 74% des voix, le 10 décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte tente de faire réviser la constitution de la Seconde République pour obtenir le droit de se présenter pour un second mandat, ce que l'Assemblée lui refuse. Le 2 décembre 1851, le président met en scène son propre coup d'État, décrète l'état de siège, dissout l'Assemblée, rétablit le suffrage universel qui avait été restreint en 1850, et promulgue des décrets qui conduisent à l'organisation d'un plébiscite les 20-21 décembre pour « légitimer » ses réformes et son maintien au pouvoir en qualité de prince-président. Il s'impose en monarque présidentiel et populiste. Le 2 décembre 1852, quelques jours après un second plébiscite, il est sacré empereur.⁸

⁶ Dorothy Solinger, "A Challenge to the Dominant Portrait of Xi Jinping" *China Perspectives*, No. 1-2 (113) (2018), pp. 3-6. https://www.jstor.org/stable/pdf/26531906.pdf?refreqid=fastly-default%3A564ddce5f73a157dbc352224e8aed0b8&ab_segments=0%2FSYC-6744_basic_search%2Ftest-1&origin=&initiator=search-results&acceptTC=1

⁷ Marie Mendras, *Russie. L'envers du pouvoir*, Odile Jacob, 2008.

⁸ Cf les ouvrages de Louis Girard, *Napoléon III*, Librairie Arthème Fayard, 1986, et Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)*, Le Seuil, coll. Points, 1973. L'exemple de 1848 est repris par Albert Hirschman, *Shifting involvements, Private Interest and Public Action*, Princeton University Press, 1982, 2002, p. 105.

« L'autoritarisme avec des élections est aujourd'hui la forme modale de l'autocratie, deux fois plus fréquente que l'autoritarisme absolument fermé », écrivait Jason Brownlee en 2007.⁹ En effet, les dictatures sans suffrage universel restent peu nombreuses, mais démontrent leur résilience, à l'instar de la Chine.

La ligne de partage entre démocratie et non démocratie mérite d'être marquée nettement dans la classification des régimes. Dans les années 1970, pendant les grandes transformations postcoloniales et post-dictatures, il était fréquent de classer les gouvernements du monde sur un vaste éventail, allant de la dictature militaire à la démocratie libérale. Ces exercices présentaient des attraits méthodologiques, mais tendaient à gommer la nette distinction entre un État démocratique et un État non démocratique. Or, ces « zones grises » de transition présumée vers la démocratie sont, dans de nombreux cas, restées dans l'espace non démocratique, toujours dominant sur les continents asiatique et africain à ce jour.

Les expériences des États et sociétés ex-soviétiques et de l'ancien « camp socialiste » invitent à suivre cette précaution méthodologique : ne pas mélanger les pommes et les oranges, en partant de la notion que la pomme deviendra peu à peu une orange. La mise en place d'une démocratie ne résulte pas d'une lente évolution, mais d'un *changement* dans la nature du régime constitutionnel et institutionnel, et dans la pratique du droit et de la justice. Ce changement peut être un *processus rapide*, qui traverse des étapes parfois radicales, comme la chute d'une dynastie ou la dissolution d'une assemblée. Dans le cas de la Pologne à partir des élections législatives et de la Table ronde de juin 1989, ce processus a été enclenché et a posé les bases d'un État de droit en quelques années. La coopération étroite avec l'Union européenne et la sécurité apportée par le partenariat avec l'Alliance atlantique ont joué un rôle crucial.

Après la chute de Viktor Ianoukovitch en février 2014, l'Ukraine s'est engagée dans une nouvelle transformation politique, sociale et géopolitique, près de dix ans après la révolution Orange de 2004.¹⁰ Elle n'a pourtant pas reproduit le modèle

⁹ Jason Brownlee, *Authoritarianism in an Age of Democratization*, Cambridge, U.K., New York, NY, Cambridge University Press, 2007, p.25, cité in Brooker, p.10.

¹⁰ Sur la révolution Orange de l'automne 2004, Andrew Wilson, *Ukraine's Orange Revolution*, Yale University Press, 2005 ; Anders Umland, "Authoritarian State Building and the Sources of Regime Competitiveness in the Fourth Wave: The Cases of Belarus, Moldova, Russia, and Ukraine," *World Politics*, Vol. 57, No. 2, janvier 2005, pp. 231-261.

polonais, car le rythme de la transformation a été bousculé par les agressions russes (militaires, économiques, cyberattaques). Plus le temps de sortie de l'histoire non démocratique dure, plus le danger est grand de ne pas s'engager fermement dans la construction d'un État de droit et de pratiques démocratiques. Par ailleurs, depuis 1991, l'Ukraine se trouve, sur le plan géopolitique et sécuritaire, située dans la zone grise des pays de l'entre-deux, coincés entre la Russie et l'Union européenne, entre la Russie et l'OTAN (Ukraine, Bélarus, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).¹¹

L'histoire politique singulière de la Fédération de Russie invite à une réflexion sur le vote, la représentation et la légitimité dans un pays ex-communiste qui, après une courte période d'enchantement démocratique, a dérivé vers une nouvelle forme d'autoritarisme, combattue avec plus ou moins de force par une société civile renaissante.

Comme le résume Paul Brooker, « les nouvelles formes hybrides doivent être catégorisées comme des régimes non-démocratiques, et non comme « pas tout à fait démocratiques » (*less-than-democratic regimes*) ». ¹² Il est devenu coutumier de parler de degrés dans l'autoritarisme, même si les notions de « semi-autoritaire » ou « autoritaire mou » me semblent floues et peu utiles. En revanche, il n'est pas approprié de parler de degrés dans la démocratie. Les termes de « semi-démocratique » ou « démocratie dirigée » conduisent à toutes les interprétations possibles. Plutôt qu'adjectiver la démocratie, je préfère souligner qu'un gouvernement n'est pas démocratique s'il joue sciemment avec les contours et les interprétations des principes de droit, d'égalité et de responsabilité, et interprète à sa guise les modes d'application des lois et règles institutionnelles, et ne rend de comptes à personne. La lettre de la constitution ne permet en aucun cas d'affirmer qu'un État est démocratique, car les pires dictatures ont érigé des Lois fondamentales présentables. La constitution

¹¹ En république de Russie, comme en Ukraine ou en Géorgie, ce sont les élections parlementaires soviétiques de 1989, puis les législatives de 1990 dans chacune des républiques de l'URSS, et enfin les référendums pour l'indépendance nationale en 1991, qui ont mis fin à soixante-dix ans au pouvoir soviétique et à l'État soviétique. Trente ans plus tard, la diversité des régimes politiques dans ces républiques est grande, de l'Estonie au Tadjikistan, de l'Ukraine à la Russie ; Cf. *Patronal Politics. Eurasian Regime Dynamics in Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2015.

¹² Paul Brooker, op. cit., p.5.
p. 256. Steven Levitsky, Lucan Way, « The Durability of Revolutionary Regimes, *Journal of Democracy*, Vol. 24, N. 3, July 2013, 5-17.

stalinienne de 1936, au commencement des grandes purges et de la Terreur, en est une illustration dramatique.¹³

Les politologues s'adonnent parfois au classement des régimes selon les modes « légaux » de sélection des dirigeants. Ils doivent alors définir des critères, dresser des tableaux, quantifier les degrés de contrôle, de fraude, de duplicité des autorités. Il n'est pas évident de comparer les systèmes électoraux de pays très divers, par exemple comparer la Russie au Venezuela, le Turkménistan à l'Égypte, ou la Géorgie à la Serbie.

Guy Hermet avait raison d'aborder l'autoritarisme comme étant d'abord « un rapport gouvernants-gouvernés reposant de manière suffisamment permanente sur la force plutôt que sur la persuasion », et où « le recrutement des dirigeants relève de la cooptation et non de la mise en concurrence électorale des candidats aux responsabilités publiques. »¹⁴ La notion de liberté et de choix est essentielle. Dans son travail, Daniel Bourmaud s'appuie sur la définition de Juan Linz, plus systémique : « L'autoritarisme s'applique à « des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive -excepté à certaines étapes de leur développement - et dans lesquels un leader, ou occasionnellement un petit groupe, exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais en fait plutôt prévisibles ». ¹⁵

Cette définition apporte une bonne intelligence de la complexité de ces systèmes autoritaires. Elle mérite d'être aujourd'hui enrichie. Un classement des régimes selon les formes de personnalisation du pouvoir et le niveau de violence exercé me paraît opportun. Une dictature brutale, où les opposants n'ont pas le droit de concourir et sont menacés, empêchés, ne se compare pas à un régime autoritaire qui tolère des fractions minoritaires au parlement et des élus locaux non vassalisés. Dans ce second cas, l'élection est « entr'ouverte » dans la mesure où le groupe au pouvoir ne prétend pas à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée. Un petit quart de députés sans allégeance au pouvoir peuvent, en principe, exercer quelque influence sur les débats

¹³ La constitution de 1936 prévoit la possibilité qu'une république quitte l'URSS.

¹⁴ Guy Hermet, « L'autoritarisme », in *Traité de Science Politique*, Tome 2. Les régimes politiques contemporains, dir. Madeleine Grawitz et Jean Leca, Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, Chapitre 4, pp. 269-312.

¹⁵ Daniel Bourmaud, "Autoritarismes", in Yves Déloye et Jean-Michel de Waele, dir., *Politique comparée* (Collection *Traité de Science politique*), Bruxelles, Bruylant, 2018, chapitre 4, p. 198-199.

et faire entendre leur voix. Ils représentent une partie reconnue de l'électorat. Un universitaire français, spécialiste du Mexique et de l'Amérique latine, a introduit cette notion d'élections « entre-ouvertes ». Alain Rouquié écrivait dès les années 1970 que le pluripartisme contrôlé produisait un réel bénéfice pour des régimes non démocratiques : une cooptation des élites, et de certaines parties de la population, tout en conservant une majorité forte sortie des urnes. Dans le cas des régimes personnalisés, répressifs, corrompus, comme la Russie de Poutine ou le Bélarus de Loukachenko depuis plus de vingt ans, la notion de concurrence, même tempérée par le préfixe « semi », est trompeuse, car le lecteur conserve en tête le terme « concurrentiel », qui est dynamique et porteur d'ouverture. Il en oublie le bémol. La référence plus neutre à des « candidatures plurielles mais à chances inégales » me paraît appropriée. Rouquié et ses co-auteurs soulignaient les avantages qu'apporte un vote en apparence ouvert, en réalité fermé : le « sortant » repousse le moment de sa sortie, l'électeur trouve une certaine motivation à aller voter, les oppositions sont encadrées et contrôlées par les autorités.

L'opposition empêchée

La capacité qu'a la minorité politique, plus ou moins tolérée par le pouvoir en place, d'influer sur les choix politiques, est une question complexe. En effet, dans un régime non démocratique, la marge d'action de l'opposition demeure faible, car elle est de facto privée du statut d'institution, et des droits inférés à l'institution : enregistrement des partis et des candidats, financement des campagnes électorales, accès aux media, protection des droits par les tribunaux et la cour constitutionnelle le cas échéant.¹⁶ L'opposition se trouve à chaque étape bloquée dans le processus qui lui permettrait d'engager une conversation avec les électeurs sur la scène publique. C'est ici que la violence intervient. J'insiste sur la nécessité d'introduire dans nos analyses l'usage de la force -politique, policière, militaire- comme un critère déterminant dans l'évaluation d'un régime. Le diktat exige la force, et le recours facile à la force aiguisé le diktat.

Comment évaluer le pouvoir des oppositions dans une telle situation ? Sont-elles uniquement « décoratives » ou bien constituent-elles une réserve de soutien si le

¹⁶ Cf. le numéro de la revue *Pouvoirs* consacré à « L'opposition », N. 108, janvier 2004.

parti dirigeant faiblit ? Elles permettent au Chef d'éviter la concentration des pouvoirs dans les mains d'un « Sélectorat »¹⁷, d'un Politburo, qui limiterait sa toute-puissance. En effet, le Chef s'impose comme l'arbitre suprême, qui remet chacun à sa place, supervise les dons et contre-dons, et conserve ainsi le rôle dominant. S'il se replie sur les hommes du sérail, il expose sa dépendance à leur égard. Il dévoile aussi sa crainte du dialogue avec la société politique – par la représentation parlementaire et les autres circuits d'échange avec les administrés.

Tel est le dilemme auquel était confronté Vladimir Poutine de 2000 à 2007. Pour consolider son pouvoir politique et son emprise sur les institutions publiques comme sur les réseaux économiques, il avait besoin de maintenir quelques éléments institutionnels pour ne pas se trouver trop tôt enfermé dans un système organique et clanique, dominé par les structures de force (*siloviki*)¹⁸ et les puissants chefs de conglomerats industriels, financiers et médiatiques. Les partis politiques, encore nombreux à pouvoir fonctionner jusqu'aux législatives de 2007, affichaient une pluralité sans réelle concurrence et donnaient une marge de manœuvre au Kremlin, grâce à une offre électorale plus large que celle du « parti du pouvoir ». Ce dernier, qui prend le nom de *Russie unie* en 2003, restera toujours une organisation bureaucratique et nomenklaturiste sans base militante populaire.¹⁹ La tactique du Kremlin sera de créer un parti loyal, afin qu'il rassemble des voix au-delà de *Russie unie*, en un trompe-l'œil de pluralisme. Le parti *Russie juste* est créé en 2006, sous la présidence du fidèle Sergei Mironov, alors président de la Chambre haute du Parlement. Cette organisation strictement électorale obtiendra 13% des voix en 2007, 6% en 2016 et 7% en 2021, selon les données officielles, donc après ajustement des résultats par la commission électorale centrale.²⁰ La fonction de Russie juste, comme des deux autres partis

¹⁷ Sur la théorie du "Selectorate", cf. Bruce Bueno de Mesquita, *The Logic of Political Survival*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2003.

¹⁸ Les « structures de force », *silovye struktury*, désignent les services de sécurité, les armées, les polices et milices, les forces du ministère de l'Intérieur, les garde-frontières, le pouvoir judiciaire. En russe, on appelle *siloviki* les hommes qui dirigent ces organisations.

¹⁹ Sur les partis « systémiques », voir Lou Brenez, « les partis « partenaires du Kremlin » à l'épreuve des dynamiques locales », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N. 42, 2011, p. 65-89.

<https://www.cairn.info/revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2011-1-page-65.htm>

²⁰ Cet article du site de la télévision RBC du 24 décembre 2017 indique que Russie juste soutiendra Vladimir Poutine à la présidentielle de mars 2018.

<https://www.rbc.ru/politics/24/12/2017/5a3fde109a7947f1588036a9>

« systémiques », adoués par le Kremlin – le LDPR d’extrême droite et le parti communiste – est d’assurer un vote unanime des députés sur des sujets essentiels au pouvoir exécutif.

Le premier acte d’un dirigeant qui s’écarte de la démocratie est d’ignorer la séparation des pouvoirs, et de soumettre l’assemblée élue. Par cet acte, le leader s’arroge le droit d’imposer sa loi et sa propre interprétation de la constitution, qu’il transgressera sans scrupules. Le pouvoir se construit sur la soumission des autres institutions, et l’affranchissement de toute obligation de rendre des comptes. Il s’attaque aux trois sommets du triangle parfait de la participation libre et équitable à la vie politique en démocratie : liberté d’expression, pluralisme, et responsabilité des gouvernants devant les élus et les administrés. Il casse la règle de l’alternance, qui garantit le départ du chef de l’exécutif au terme de son mandat et la transmission des fonctions au successeur vainqueur d’une compétition honnête. Il importe de souligner que la compétition politique est un processus permanent qui ne se réduit pas aux moments forts des élections. Si la compétition se limite au jour de l’élection, si la critique et le débat sont interdits, et la sanction politique impossible, le vote n’est ni libre ni concurrentiel et n’a aucun impact sur les décisions prises par l’exécutif.²¹

Le suffrage universel est certes une institution fondamentale de l’État de droit, mais ne garantit pas la consolidation de la démocratie. L’élection n’est ni une notion philosophique ni un régime politique. Elle est une institution qui met en œuvre un principe fondamental et un droit universel : la volonté du peuple – le plus souvent exprimée par la règle de la majorité – et l’égalité des citoyens dans leurs rapports à l’État, aux institutions, et aux pratiques politiques.

Le vote prend des formes légales, politiques, financières, très diverses dans des contextes nationaux particuliers. La qualité des élections varie considérablement d’un État à un autre, d’une période historique à une autre. Elle fournit une mesure essentielle de la qualité du gouvernement et du contrôle citoyen sur ce gouvernement. Ainsi, au lieu de poser comme axiome que « l’élection est un pas vers la démocratie »,

²¹ Vladimir Gelman, *Authoritarian Russia: Analyzing Post-Soviet Régime Changes*, University of Pittsburgh Press, 2015 ; M. Mendras, « La déconstruction des institutions publiques », chapitre 4, *Russie. L’envers du pouvoir*, op.cit., 2008, p. 175-212.

ou « le suffrage universel libre et secret est la marque d'un État de droit », il convient d'adopter l'approche inverse : l'État de droit est la condition sine qua non d'une élection honnête, pluraliste, et *efficace*, c'est-à-dire ayant un effet sur le choix des dirigeants et représentants de la société, et sur les politiques menées par les pouvoirs publics. Les réformes politiques et institutionnelles doivent accompagner le progrès dans la pratique du vote.

Dans les régimes autoritaires, les institutions ont une apparence légale, mais un fonctionnement arbitraire, décidé par le groupe dirigeant. Comme l'expliquent Yves Déloye et Olivier Ihl, « les dictatures, on le sait, ne répugnent pas à organiser des élections (Wintrobe, 1998). D'où la prudence pour en faire un instrument démocratique en tant que tel. Si la notion de vote renvoie à l'anglais du XVII^e siècle *to vote* et, plus anciennement, au latin *votum* qui, tous deux, traduisaient le fait d'énoncer un vœu dans des circonstances solennelles, le terme a acquis par la suite le sens d'une « décision prise par une assemblée ou un groupe s'exprimant par le suffrage » (Dictionnaire Furetière). Mais en rencontrant la notion d'élection, l'expression s'est à la fois étendue et complexifiée. Elle s'est élargie à « ce choix qu'on fait de quelque chose ou d'une personne, par lequel on la préfère à une autre » (Dictionnaire Larousse) »²². L'expression d'une préférence est essentielle. Elle permet notamment de remettre en question la notion de « popularité » abusivement appliquée au « soutien massif » que revendique un chef autoritaire après un plébiscite fabriqué. Une personnalité politique A est populaire si elle remporte l'adhésion d'une part plus importante de la population adulte que ses rivaux B, C et D, dans les urnes et/ou dans des sondages honnêtes.

Pour Mattei Dogan, la question de la légitimité ne se pose pas dans les régimes autoritaires, car il est impossible de mesurer l'adhésion réelle des gens à un régime qui les prive d'une grande partie de leurs libertés et droits.²³ J'ajouterais dans le cas de la

²² Yves Déloye et Olivier Ihl, « La sociologie historique du vote », in Yves Déloye, Nonna Mayer (dir.), *Analyses électorales, Traités de science politique*, Bruxelles, Bruylant, p. 24. Ouvrage cité: Ronald Wintrobe, *The Political Economy of Dictatorship*, Cambridge University Press, 1998.

²³ Dogan, Mattei, La légitimité politique : nouveauté des critères, anachronisme des théories classiques, dossier « Légitimation et délégitimation », [Revue internationale des sciences sociales 2010/2 \(n° 196\)](#), pages 21 à 39.

Russie poutinienne : et un régime qui a vidé les institutions fondatrices du régime de leur sens et de leur fonction, en premier lieu le suffrage universel.²⁴

Le piège de la quête unanime : l'escalade du contrôle et de la répression

Un autocrate ne cherche pas en priorité la *légitimité* du vote populaire, mais le *contrôle* de l'expression populaire. Et c'est ce contrôle efficace qui lui permet ensuite de revendiquer une « légitimité » issue de la volonté générale. Enfin, c'est l'assentiment de l'électorat, par un vote contrôlé et de nature plébiscitaire, qui permet au Leader d'affirmer sa *popularité*. Cette acclamation dans les urnes non protégées écrase l'alternative, et donc l'alternance au pouvoir. La fonction attribuée au suffrage universel suit donc la séquence suivante : 1) contrôle de la vie publique et des organisations ; 2) vote plébiscitaire légitimant, 3) acclamation populaire. Or, trop souvent, les commentaires sur les régimes non démocratiques proposent la lecture « populiste » inverse : 1) le Leader est immensément populaire ; 2) donc il est élu ; 3) le régime est légitimé par les urnes, même si l'élection est manipulée. Selon cette lecture positiviste, le Chef est aimé ; il aurait gagné de toute façon. Les quelques « erreurs » ou « triches » ne joueraient qu'à la marge.

Alors qu'en démocratie, nous sommes si attentifs à l'exactitude des décomptes des suffrages, à l'égalité parfaite des temps de parole pendant la campagne, à la probité des candidats, il est surprenant qu'au sein de nos sociétés politiques règne une telle désinvolture envers la qualité déplorable du processus électoral dans les pays non démocratiques. Les dictateurs insistent sur leur charisme et la nature spontanée de l'adhésion populaire. Ils suscitent une étrange fascination chez de nombreux responsables au sein d'élites politiques et économiques dans les démocraties. Peut-on expliquer cette indulgence par les frustrations d'une compétition démocratique toujours ouverte, d'une popularité fragile qui s'use inexorablement au fil des ans, la peur de perdre le pouvoir, le sentiment de fragilité et de temporalité ?

Une société démocratique rappelle constamment à ses gouvernants qu'ils exercent le pouvoir par mandat, pour une durée précise, et que c'est la fonction qui

²⁴ Pour une autre approche de la question, par un économiste, cf. Sergei Guriev, « The Popularity of Authoritarian Leaders », *World Politics*, Volume 72, Issue 4, October 2020, pp. 601 – 638, <https://doi.org/10.1017/S0043887120000167>

donne à chacun d'entre eux les prérogatives nécessaires pour gouverner. Un chef d'État et de gouvernement peut oublier peu à peu cette réalité institutionnelle et se croire au-dessus des autres et irremplaçable. Il commencera alors à dérapier, commettra des erreurs, et sera sanctionné à moins qu'il n'ait réussi à affaiblir les grandes institutions publiques, notamment la justice et le suffrage universel. Il aura alors opéré un changement de régime hors de la démocratie et de l'État de droit, parfois sans même changer de constitution.

La concussion et le clientélisme accompagnent toujours cette dérive, ce qui explique l'importance stratégique de la lutte contre la corruption dans les démocraties et sociétés qui sortent d'une expérience autoritaire. La Turquie d'Erdogan illustre la rapidité du processus, et la brutalité des moyens employés, dès lors que le régime d'exception est imposé et que les institutions ne fonctionnent plus. L'enjeu pour le président Erdogan n'est pas de démontrer la légitimité de son pouvoir, mais de conserver la force et la domination. L'exceptionnalité invoquée –la menace terroriste, l'ennemi intérieur- efface toute autre considération. En 2015, le parti d'Erdogan n'a pas recueilli la majorité des suffrages au scrutin législatif. En 2019, il perd la mairie d'Istanbul. Le maire social-démocrate, Ekrem İmamoğlu, sera empêché de se présenter à la présidentielle de mai 2023.²⁵

Avantages et risques du vote populaire

L'attrait de l'élection directe par le peuple s'exerce sur tous les dirigeants. Seuls quelques-uns y renoncent, comme les patrons de la Chine communiste. Et l'on peut penser que renoncer à l'acclamation issue des urnes résulte d'un calcul coût-bénéfice de l'opération électorale. Le suffrage universel offre beaucoup de possibilités politiques aux régimes autoritaires, mais impose aussi de grandes contraintes, notamment celle de contrôler tout le processus électoral, de la constitution des partis politiques à la manipulation des résultats finaux pour annoncer une victoire totale.

²⁵ L'élection présidentielle était prévue pour juin 2023. En janvier 2023, Erdogan a décidé d'avancer la date du scrutin de plusieurs semaines. Le 14 décembre 2022, le maire d'Istanbul avait été condamné à plus de deux ans et demi de prison pour « insulte envers des responsables » et à une interdiction d'exercer un mandat politique, de la même durée. Il a fait appel.
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/14/la-justice-turque-tente-d-ecarter-le-maire-d-istanbul-avant-les-elections_6154431_3210.html

Dans un article important, Valerie Bunce et Sharon Wolchik rappellent qu'il est très difficile de remporter un scrutin contre un leader autoritaire. Elles soulignent aussi que « dans l'esprit des gens, il existe un lien étroit entre l'élection et la démocratie (...), ce qui est la raison principale qui a poussé des régimes communistes en quête de légitimité (...) à organiser des élections. » Cette association vote/démocratie fait que « les accusations de fraude électorale réussissent à stimuler la protestation du public ».²⁶ La mobilisation en Russie après des législatives outrageusement manipulées en décembre 2011 en est l'illustration (voir plus loin).

Stephen Levitsky et Luke Way analysent les élections dans ce qu'ils nomment les régimes « autoritaires compétitifs », et énumèrent les nombreux cas où le vote est volé.²⁷ La lecture de cette anthologie des élections pipées me renforce dans la conviction que l'adjectivation des régimes politiques suscite la curiosité, mais entretient la confusion sur ce qu'est réellement une élection, et ce qui ne l'est pas. Une élection n'est pas concurrentielle quand le gagnant est connu d'avance, et que les éventuels challengers s'agitent en sachant pertinemment qu'ils n'ont aucune chance ni de gagner, ni même d'être coopté dans un gouvernement de coalition. Le vote a lieu sans que l'acte soit protégé des pressions et fraudes, et sans que le résultat de ce vote ait le moindre impact sur le groupe dirigeant.

Nous pouvons donc parler d'un *vote sans élection*, si nous définissons l'élection comme une institution démocratique qui permet l'expression sincère des préférences, la critique et la sanction des représentants politiques.²⁸ Les gouvernants et les députés ne sont pas « élus » mais sélectionnés, puis « approuvés ». Le suffrage reste universel, mais c'est un suffrage de confirmation, car le choix des candidats, et surtout des « gagnants », est prédéterminé hors de l'enceinte publique.

Pour les dirigeants, l'avantage du vote est de conserver la domination sans recours permanent à la force excessive. En cooptant une partie des électeurs et des élites, en leur accordant des strapontins dans un système pipé, le pouvoir s'assure une forme de loyauté ou de soumission des uns et des autres, sans le rappel trop voyant de la pointe du fusil pointé vers eux. Cependant, le dispositif se révèle souvent contre-

²⁶ Valerie J. Bunce, Sharon L. Wolchik, *Defeating Authoritarian Leaders in Postcommunist Countries*, Cambridge University Press, New York, 2011, pp. 250-51.

²⁷ S. Levitsky, L. Way, art. cit.

²⁸ Cf. l'analyse d'Yves Déloye, Olivier Ihl, *L'acte de vote*, Presses de Sciences Po, 2008.

productif dans la relation aux élites non dirigeantes et à la partie éduquée de la classe moyenne. Ces élites professionnelles sont le plus grand danger des tyrannies au 21^e siècle, qui ne savent pas, et ne veulent pas, intégrer ces acteurs essentiels, car ils exigent d'eux loyauté et compromission. En conséquence, une partie de ces élites non dirigeantes choisissent l'exil ou la résistance intérieure.²⁹ Ces acteurs clés mériteraient une plus grande attention dans la recherche sur les régimes autoritaires.

La tenue d'élections ne garantit pas l'évolution d'une société vers un système démocratique, c'est-à-dire une société où à la fois lois et procédures *et* pratique politique convergent vers un même objectif : une gestion sans violence des affaires publiques, l'alternance politique par l'obligation de quitter le pouvoir en cas de sanction des urnes, une justice indépendante qui assure à chacun égal accès et égal traitement par les organisations publiques et privées.³⁰

Dans la très grande majorité des États, la qualité de la pratique démocratique et la qualité des élections sont étroitement corrélées. Par exemple, au Nicaragua, après des années de révolution et contre-révolution, le sandiniste Daniel Ortega a obtenu un quatrième mandat le 6 novembre 2016 à la suite d'un scrutin jugé ni honnête ni équitable. Au Venezuela, qui a connu une expérience démocratique entre 1945 et 1983, des scrutins relativement pluralistes ont permis à l'opposition de contester Chavez, mais sans remettre le pays sur une trajectoire institutionnelle stable.³¹

Un autre exemple est la tenue d'élections législatives en Irak sous occupation militaire en 2005.³² La politique américaine s'appuyait sur le postulat : l'électeur irakien exprimera sa volonté, affirmera la souveraineté populaire, et renforcera la légitimité du pouvoir post-dictature. L'échec a été patent.

2.AUTORITÉ, LÉGITIMITÉ, LÉGITIMATION

²⁹ M. Mendras, « Russian Elites Are Worried. The Unpredictability of Putinism », *Transatlantic Academy Paper Series*, No. 9, 2016, German Marshall Fund of the United States, June 2016.

³⁰ La thèse de la démocratisation par l'élection n'est pas convaincante: Andreas Schedler, Steffan Lindberg, *Democratization by elections: A new mode of transition*, The John Hopkins University Press, 2009.

³¹ V. Bunce, Sholick, art. cit., p. 49-54.

³² Pierre-Jean Luizard, "les surprises du nouvel Irak", *Politique internationale*, N. 107, printemps 2005, http://www.politiqueinternationale.com/revue/article.php?id_revue=21&id=53&content=synopsis

Nous avons formulé deux constatations importantes : l'élection ne peut pas être affichée comme libre et honnête, *free and fair*, sans une certaine pluralité de choix réellement exprimables, c'est-à-dire sans risque de représailles ni pour les candidats ni pour les électeurs. Deuxièmement, le recours à la violence politique, policière, judiciaire, physique, traduit une inquiétude du pouvoir en place, qui ressent la nécessité de fermer le jeu, d'assurer un résultat. La violence n'est pas toujours la préférence du pouvoir, mais une nécessité. Donc, le recours aux hommes en uniforme et aux juges aux ordres pour tenir des scrutins « fermés » démontre une vulnérabilité du régime, et non une puissance invincible portée par le monopole de la violence armée. Le niveau de coercition est un marqueur clef pour analyser un régime et ses vulnérabilités. L'idée selon laquelle un dirigeant recourt à la force armée pour rester populaire n'a aucun sens. S'il choisit la violence et les lois d'exception, c'est qu'il se sent menacé, freiné dans son ascension vers la domination absolue, et qu'il doute de sa « popularité ».

L'usage excessif de la pression pré-électorale et des fraudes réduit l'effet de légitimation que le groupe dirigeant souhaite obtenir du suffrage universel. Les élections exigent une mobilisation des institutions et des entreprises loyales au régime, et exposent plus crûment les méthodes brutales.

L'avantage recherché dans le recours aux urnes est la légitimation du régime, accompagnée de la délégitimation des minorités et oppositions. Le désavantage de l'élection est la démonstration de force nécessaire pour assurer les résultats voulus, ce qui réduit la légitimité revendiquée par l'assentiment populaire. La tentation du plébiscite existe dans presque toutes les sociétés politiques et tous les types de régime. Elle est très forte dans un régime autoritaire, corrompu et personnalisé. Cependant, cette quête unanimiste a un coût. Et ce coût s'élève rapidement dès que la situation économique et sociale se dégrade, et que les élites s'inquiètent de l'efficacité du groupe dirigeant. Il s'agit de trouver le délicat équilibre entre la volonté d'imposer des résultats plébiscitaires et le désir de ne pas perdre l'effet de *légitimation* dans les urnes si les fraudes sont trop voyantes et trop importantes.

Dans un régime démocratique, l'autorité de la fonction exécutive, comme de l'assemblée législative et autres institutions élues, provient du suffrage universel. Le fondement de l'autorité est, conventionnellement, la *légitimité* issue du libre arbitre des

électeurs, qui choisissent entre plusieurs alternatives.³³ La démocratie produit l'autorité politique, et en même temps le questionnement institutionnel régulier de cette autorité (élections, discussions et votes parlementaires, dialogue social). Les régimes non démocratiques -qu'on les nomme autoritaires, autocratiques, hégémoniques ou communistes- assoient leur pouvoir, qu'ils veulent sans limites, sur la captation de la volonté générale par la force. La force est la source de la légitimation du groupe dominant, et non l'inverse.³⁴ La souveraineté populaire ne produit pas un gouvernement légitime, car les élections sont biaisées et manipulées. Une lecture trop sèchement constitutionnaliste de la légitimité conduirait à penser qu'une équipe dirigeante qui n'a pas radicalement révisé la Loi fondamentale, votée dans des conditions démocratiques à une époque antérieure, mais qui malmène l'esprit et le texte de la constitution, conserverait intacte la légitimité du pouvoir constituant.

Yves Mény rappelle qu'historiquement « la légitimité est le pendant incontestable de la souveraineté. Les traités de Westphalie, signés en 1648, ont inscrit dans le marbre cette structure duale, mais indissociable, tant au niveau national qu'international (...) Était légitime qui était souverain, et était souverain qui était légitime à exercer le pouvoir sur un territoire. »³⁵

Notons qu'en russe, le mot État est *gosudarstvo*, littéralement « le domaine du souverain ». Pendant les événements historiques de 1987-1990, la notion moderne de souveraineté ne pouvait être reproduite par le mot *gosudarstvo*. Il fallait trouver un terme pour définir la bataille pour la souveraineté des républiques de l'URSS. Le mot « souveraineté » s'est imposé. Il exprimait pour les Soviétiques à la fois une revendication d'indépendance de leur république, et de souveraineté populaire exprimée dans les urnes et représentée par les élus.

³³ Yves Mény, *Sur la légitimité, Sur la légitimité. Croyance, obéissance, résistance*, Les Presses de Sciences Po, 2018 ; Mattei Dogan, "Conceptions of Legitimacy", in: Hawkesworth, E. / Kogan, M. [Eds.]: *Encyclopedia of Government and Politics*, Vol. 1, London / New York: Routledge, pp. 116- 126. Mattei Dogan, "La légitimité politique : nouveauté des critères, anachronisme des théories classiques", http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=RISS_196_0021

³⁴ Jon Garthoff, « Legitimacy is not Authority », *Law and Philosophy*, vol. 29, 2010, p.669. Cité par Joel I. Colon-Rios, *Weak Constitutionalism. Democratic legitimacy and the question of constituent power*, Routledge, note 32, p. 121.

³⁵ Yves Mény, *Sur la légitimité. Croyance, obéissance, résistance*, Presses de Sciences Po, 2018, p. 13-14.

« Celui qui parle au nom du peuple prétend parler au nom de tout le peuple. Il exprime la même aspiration à l'unanimité que celle qui prévalait dans anciens régimes, notamment monarchiques. Aujourd'hui, le système est nécessairement représentatif et doit fonctionner selon le principe de majorité. Le passage du rêve unanimiste populaire à la réalité d'une décision majoritaire reste le non-dit de la révolution de la souveraineté et de la légitimité. »³⁶

Pour Jacques Lagroye, la croyance en la légitimité du pouvoir institué est entretenue par les gouvernants, pour leur propre sécurité.³⁷ Et ces derniers s'appuient sur le besoin, chez les individus, de croire, d'adhérer à un projet et d'appartenir à une collectivité. La légitimation d'un gouvernement est aussi portée par les gouvernements étrangers. Les dirigeants d'un État X auront tendance à respecter le pouvoir institué de l'État Y même si le régime y est différent, et même si c'est un ennemi potentiel. La règle de la souveraineté de l'État et de la non-ingérence dans les affaires intérieures donne une forte protection aux régimes les plus despotiques. Un chef d'État ou de gouvernement hésite avant de tourner le dos au « président d'un État légalement reconnu » car il vaut mieux traiter avec un chef fort et incontestable, qui donne l'assurance, souvent illusoire, d'engager son État au-delà de sa propre personne. Vladimir Poutine a un besoin existentiel d'être traité comme le président incontesté de la fédération de Russie.

Un pouvoir autoritaire ne cherche pas la légitimité par les institutions, il veut le *pouvoir absolu*. Il a besoin de légitimation, plus que de légitimité. Il doit contrôler en permanence le processus politique, et économique, en écartant les acteurs qui pourraient offrir une offre concurrente. Il cherche donc le *monopole* sur la légitimation, sous toutes ses formes : institutionnelles, religieuses, idéologiques, sociales, financières. Par exemple, la possession des biens est tout aussi importante que le monopole de la croyance par le contrôle des médias et de l'enseignement ; l'enrichissement disproportionné du groupe dirigeant est indispensable à la captation du pouvoir politico-administratif. De même, le diktat électoral offre une ritualisation du consentement légitimant et ridiculise les opposants, renforçant ainsi la croyance dans le caractère unanimiste, presque sacré, du régime.

³⁶ Ibid. p. 128, 132.

³⁷ Jacques Lagroye, « la légitimation », *Traité de science politique*, op. cité, p. 397-99.

L'argent a changé la nature du politique en Russie post-soviétique. Le système Poutine s'est consolidé d'abord et avant tout par l'argent, la possession des biens, le contrôle des ressources nationales, et les réseaux clientélistes jusqu'au plus haut niveau de l'État, du Patriarcat, des organes de renseignement et des grands monopoles énergétiques.³⁸ C'est aussi la captation des richesses qui a permis de développer une puissante machine de diplomatie économique, de subversion médiatique et d'influence dans les milieux dirigeants dans de très nombreux États de la planète, notamment les pays occidentaux. Poutine s'est d'abord imposé par la puissance financière, abondée par la manne pétrolière et gazière, et non par la puissance militaire, l'immensité d'un territoire disparate, ou la « grande culture russe ».

La puissance appelle le respect, et la crainte. L'argent achète la connivence et la dépendance dans un labyrinthe de dons et contre-dons, et des intérêts dans la criminalité transnationale. Le contrôle des personnes et des organisations assure l'opacité, l'impunité, la corruption sans limite, et la marginalisation des acteurs critiques qui menacent tout l'édifice par leurs enquêtes et révélations.

L'enrichissement fabuleux des patrons de la Russie, et d'autres républiques ex-soviétiques, mérite un court commentaire ici. Ces hommes et ces clans ne cherchent pas d'abord à accumuler des fortunes immenses pour le plaisir d'être le plus riche. Ils ont bâti des mastodontes économiques, financiers, médiatiques, qui incluent souvent des pans entiers d'administrations et d'entreprises dites « d'État ». Ils ont ainsi consolidé à la fois une force de frappe et une forteresse qui les protègent contre toute attaque extérieure, notamment grâce à l'impunité. De plus, l'enrichissement de leurs proches et de leurs obligés nourrit un récit fantastique de la réussite, gage d'un pouvoir presque surnaturel : « la providence est avec le puissant. » La constellation oligarchique éblouit. Elle peut alors se croire toute-puissante, au-dessus de toute loi, et s'imaginer utile et « légitime ».

3. LA CONFISCATION DU VOTE EN RUSSIE

Vladimir Poutine a conquis le pouvoir en 1999 dans le contexte d'une fin de règne délétère. En plein déconfiture politique et économique, l'entourage du président Eltsine, malade, finit par ouvrir la voie au chef des services de sécurité, Vladimir

³⁸ "The War and the Church", *Russian Analytical Digest*, Zurich, October 2022.

Poutine, qui s'imposera en offrant à « La Famille » une garantie d'immunité dans les scandales de corruption³⁹, et en engageant l'armée et les forces spéciales dans une seconde guerre en Tchétchénie, présentée comme inévitable après les attentats de septembre 1999. Il n'hésite pas à créer plus de désordre et de fureur pour s'imposer comme l'homme du nouvel ordre (*poriadok*).

Il a obtenu son élection à la présidence de l'État en mars 2000 en usant de la supériorité du "successeur désigné", en écartant ses rivaux avec la force policière et la violence politique (intimidations, dossiers judiciaires, attaques dans les médias) et en utilisant la guerre au Caucase comme épouvantail. La commission électorale centrale lui a attribué 52% des voix au premier tour de la présidentielle en mars 2000. Il était exclu de prendre le risque d'un second tour. L'ancien chef du FSB n'est pas devenu président en mars 2000 parce qu'il était le meilleur dans une compétition ouverte.

Dès son arrivée au Kremlin en 2000, le premier souci de Vladimir Poutine a été de limiter les élections et de les contrôler tout au long du processus.⁴⁰ Il lui faut réduire le *pluralisme* des candidatures et *l'imprévisibilité* des résultats. Il doit donc obtenir la soumission des administrations et des commissions électorales, des assemblées et des tribunaux, afin de pouvoir manipuler les résultats du vote. Ainsi, seule une organisation politique puissante dispose de la capacité de dicter et de tricher, en d'autres termes de *transgresser* en toute impunité. Le vote « dirigé » ne se compare pas à la triche au jeu, car il n'y a pas de place au hasard. Le comportement de chaque acteur, du président de bureau de vote au simple électeur, doit être contrôlable. La Fédération de Russie compte plus de 94000 bureaux de vote, donc environ deux millions de préposés à l'élection, membres des commissions et responsables administratifs, à tous les niveaux : du petit bureau de campagne aux commissions territoriales et à la très loyale commission électorale centrale.⁴¹

³⁹ La famille et les proches de Boris Eltsine étaient pris dans un scandale avec la Bank of New York.

⁴⁰ Dès ses premiers décrets de mai 2000, le président Poutine s'attaque au fédéralisme, aux pouvoirs des assemblées régionales et à l'élection directe de présidents de républiques et gouverneurs de régions. Début 2012, l'élection directe des gouverneurs a été réintroduite, pour calmer les esprits avant la présidentielle de mars, qui s'annonçait difficile pour Poutine, puis a été de nouveau annulée. Peu après sa réélection en mars 2012, le chef de l'État annonce qu'il reviendra au système de « filtre présidentiel » pour le choix des chefs régionaux. L'assemblée propose, le chef de l'État dispose. De même, l'élection directe des maires se limite désormais à quelques grandes villes.

⁴¹ Cf. les travaux du géographe politique, spécialiste des élections, Dmitri Oreshkin, notamment <https://carnegieendowment.org/2017/05/18/burden-of-predictability-russia-s-2018-presidential-election-pub-70013>

Tous les scrutins présidentiels de 2000 à 2018 se sont tenus sans possibilité réelle de choix. La notion de préférence est absente, car Vladimir Poutine n'a jamais concouru honnêtement contre des rivaux. L'absence de compétition honnête implique une incertitude sur la « popularité » de Vladimir Poutine. La popularité n'a de sens que si X est préféré à Y, sans entrave pour l'électeur, après une campagne équitable où chacun a accès aux grands médias.

A partir de la présidentielle de mars 2004, les résultats électoraux demandés par le Kremlin sont indiqués aux présidents des bureaux de vote. Ces derniers connaissent la fourchette dans laquelle devra se situer le nombre de voix pour Vladimir Poutine, et pour chacun des autres candidats autorisés à concourir, ainsi que le pourcentage de participation. Cependant, la demande d'en haut l'obtient pas toujours entière satisfaction. Les obstacles, les contraintes, les mauvais calculs, le zèle des petites mains, et surtout la résistance des citoyens engagés, des observateurs, et des oppositions ont rendu les « Opérations Spéciales Élections » plus compliquées, et parfois dangereuses, pour les groupes au pouvoir. Ce sont ces embûches sur le sentier de la tyrannie qui ont conduit Vladimir Poutine à avoir recours à toujours plus de répression et de fraudes.

Le Chef a commencé à considérer les électeurs comme une menace dès les législatives de décembre 2003, encore trop pluralistes à son goût, parce qu'il voulait absolument une réélection de maréchal à la présidentielle de mars 2004. Depuis le scrutin de décembre 2007, la Douma d'État n'est plus une assemblée souveraine et représentative, car elle est contrôlée par l'exécutif, et aucun représentant des partis d'opposition « non systémiques », non enregistrés, n'a pu se porter candidat. Quant à la Chambre haute du Parlement, le Conseil de la Fédération, elle réunit des « sénateurs » choisis par le Kremlin.⁴² De décembre 1999 à décembre 2011, les législatives étaient traitées comme la répétition générale avant la présidentielle qui se tenait trois mois plus tard.

⁴² Des chercheurs et experts, russes et étrangers, ont pourtant cherché à analyser la composition de la Douma, les comportements des députés, les lois votées, en traitant l'assemblée comme une institution « normale », ayant son autonomie et son efficacité. Il m'a semblé plus approprié d'étudier les campagnes électorales, les votes et les fraudes, et la soumission croissante des députés aux ordres de l'exécutif, notamment au cours de missions d'observation électorale en 1991, 1993, 1995, 1996, 1999, 2003, 2004, 2007, 2012. A partir de 2012, les observateurs occidentaux ne sont plus acceptés.

Dès le second mandat de Vladimir Poutine, le vote libre, et toute autre forme d'expression citoyenne, sont les cibles premières du régime. Les partis politiques, les assemblées municipales, régionales et républicaines, les associations et ONG, les centres universitaires et les médias indépendants ont tous subi des pressions, et l'ordre de servir « les intérêts du pays ». Le déroulé des innombrables lois, réglementations et *oukazes* (décrets présidentiels) accompagnés de leur cortège de harcèlements et méthodes subversives, indique clairement l'objectif : formater l'opinion, uniformiser les suffrages, réduire au silence toutes les voix dérangeant ce bel unanimisme, pour écraser les libertés publiques et gommer les différences politiques. Ainsi, au-delà de la société civile, c'est bien l'électorat tout entier qui est traité comme une menace potentielle. Comment rester l'Unique, tout en respectant la constitution de 1993 ?

Le tandem Poutine-Medvedev

Toute l'année 2007 a été occupée par le problème de la succession. Car Vladimir Poutine arrivait au terme de son second, et dernier, mandat présidentiel, puisque la constitution de 1993 interdit un troisième mandat successif. C'est l'absolue nécessité de rester le Chef au-dessus des autres, et non un chef dans une structure institutionnelle, qui poussera Poutine à inventer la formule du tandem. Il décide d'installer au Kremlin un fidèle serviteur de 42 ans, Dmitri Medvedev, dont il a fait toute la carrière depuis le début des années 1990 à Saint-Pétersbourg. Depuis 2005, Medvedev est vice-Premier ministre. Le plan est de le faire élire en mars 2008, pour quatre ans, sous de strictes conditions : nommer Poutine chef du gouvernement, lui obéir, et lui laisser la place libre à la présidentielle suivante en mars 2012. Le Président Medvedev n'aura aucune autorité sur les armées, services de renseignement et forces spéciales. La seule prérogative régaliennne qui lui sera accordée, avec des réserves, sera la diplomatie, la représentation de la Russie à l'international.

La formule du tandem fonctionnera, et Medvedev cèdera la place à son mentor quatre ans plus tard. Cependant, l'étrange duo exécutif a perturbé un équilibre politique, qui s'est révélé plus fragile que la puissance du système poutinien ne le laissait deviner. L'intérim de 2008-2011⁴³ a dévoilé une contradiction structurelle du

⁴³ A partir de l'annonce du 24 septembre 2011, le « mandat » Medvedev se trouve en quelque sorte suspendu. Les quelques mois qui séparent ce jour historique du l'élection de Poutine le 4 mars 2012

régime. La nature même du système autocratique bloque le fonctionnement des institutions publiques et privilégie la constellation poutinienne et les *siloviki*. En installant Medvedev au Kremlin en mai 2008, sans pour autant dépersonnaliser le système, qui doit rester soudé autour de Poutine, le groupe dirigeant a brouillé le message et affaibli l'autorité du Chef, désormais Premier ministre, dans la société et au sein des élites.⁴⁴

Les législatives de décembre 2007 devaient préparer le terrain pour l'élection de Medvedev au Kremlin le printemps suivant. Le « parti du pouvoir », Russie unie, ne recueille officiellement que 37% des suffrages exprimés au scrutin de liste, certainement moins avant fraudes. Grâce aux députés élus au scrutin uninominal, le parti occupe la moitié des sièges à la Douma, auxquels viennent s'ajouter les élus des partis affiliés. En dépit de ces résultats mitigés, le 4 mars 2008 le fidèle lieutenant de Poutine sera propulsé président avec 72% des suffrages!⁴⁵

La désacralisation du Chef pendant les années de présidence Medvedev a changé l'atmosphère et permis un regain de la vie politique.⁴⁶ Le dénouement du scénario, avec le retour de Poutine au Kremlin en 2012, a été un défi inattendu pour le pouvoir. Les électeurs russes se sont sentis concernés et ont suivi de près les législatives de 2011.

Le tournant de 2011-2012

Dès le printemps 2011, les tensions montent avec la préparation du nouveau cycle électoral qui doit consacrer l'apogée de Vladimir Poutine, destiné à redevenir le président incontesté du pays. La nouvelle *Spetsoperatsia* (Opération spéciale) s'accélère à l'automne 2011.

seront une « régence Medvedev », le Chef ayant déjà retrouvé sa place centrale dans la campagne électorale et la vie publique de l'Etat.

⁴⁴ M. Mendras, "Le 2 décembre de Vladimir Poutine. L'unanimité en marche", (avec D. Orechkin et J-C. Lallemand) *Esprit*, N. 341, janvier 2008, pp. 136-154 ; Corinne Déloye, <https://www.robert-schuman.eu/fr/oe/0671-elections-legislatives-en-russie>

⁴⁵ M. Mendras, *Russie. L'envers du pouvoir*, op. cit., p. 250.

⁴⁶ En décembre 2007, la liste du "parti du pouvoir", Russie unie, conduite par Vladimir Poutine, avait obtenu 64% selon les résultats officiels. Et, porté par le plébiscite détourné de son mentor, Dmitri Medvedev avait officiellement rassemblé un invraisemblable 72% des voix à la présidentielle de mars 2008. Ces deux votes avaient été tout aussi "dirigés" que les élections de 2003-2004 et de 1999-2000. Depuis l'instauration d'élections pluralistes sous Gorbatchev, un seul scrutin présidentiel avait donné lieu à un second tour : la réélection de Boris Eltsine contre Guennadi Ziouganov en juillet 1996.

Le 24 septembre se produit un scandale politique sans précédent : le tandem Poutine-Medvedev suscite une colère inattendue quand les deux dirigeants proposent d'échanger leurs fonctions quelques mois plus tard, après les élections législatives et la présidentielle, présumant donc une double victoire. Ce second swap annoncé à l'avance, avant même les scrutins législatif et présidentiel, est l'humiliation de trop pour des millions d'électeurs. Au congrès du parti *Russie unie*, Vladimir Poutine, Premier ministre, aux côtés de Dmitri Medvedev, Président, annonce avec désinvolture devant les caméras de télévision le scénario : Poutine reprendra la présidence en mars 2012 et confiera le gouvernement à Medvedev. La salle est raide de stupéfaction. Tout ce rituel pour annoncer un échange de fauteuils et donner à l'avance les résultats des deux élections à venir ?

Observateurs politiques et journalistes avaient pourtant commenté le retour de Poutine au Kremlin de manière incessante pendant tout l'été. Le choc venait de l'incroyable cynisme des deux hommes qui tenaient dans leurs mains tous les pouvoirs exécutifs, et prétendaient aussi gagner l'approbation unanime et immédiate, et la légitimité renouvelée par des scrutins gagnés d'avance. L'humiliation a été fortement ressentie au sein de la société. Les premiers sondages effectués juste après le 24 septembre le démontrent.⁴⁷ Cependant, pour une partie de la population, le fait de savoir que Poutine sera de nouveau président clarifie la situation et met fin à l'incertitude. Un sondage du Centre Levada d'octobre 2011 indique que le « rating » de Poutine a grimpé de 27 à 37% grâce à cette annonce.⁴⁸

Après le « coup » du 24 septembre, Vladimir Poutine se trouve à plusieurs reprises pris à parti en public. L'événement le plus pénible pour lui a lieu le 20 novembre au grand stade *Olympiiski* à Moscou. Il est hué à un match de boxe. La scène est filmée par les télévisions et par des spectateurs. Les vidéos seront effacées des sites russes mais restent visibles sur youtube.⁴⁹ Moquer Poutine, demander son départ (*Putin ukhodi ! Poutine va-t-en !*), deviennent des activités courantes sur les réseaux

⁴⁷ Sondages du Centre Levada d'octobre 2011, levada.ru (désormais inaccessibles).

⁴⁸ Denis Volkov, « La protestation politique en Russie en 2011-2012 », étude pour l'Observatoire de la Russie au CERI, p. 9. Le « rating » n'est pas une mesure de popularité quand le sondé sait qu'aucune autre personnalité, même appréciée, n'a de change face au Chef. Le terme *reitingokratia*, ratingocratie, est employé par les experts russes.

⁴⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=TBNVb2gSxew>

sociaux et dans les médias indépendants. Pour la première fois, le combat politique se focalise sur le Chef et son entourage : les oligarques, ministres, patrons des services de renseignement deviennent les cibles d'une société civile revigorée qui dénonce l'arbitraire et la corruption.

La riposte ne tarde pas. Quelques jours plus tard, les chaînes de télévision contrôlées par le pouvoir se lancent dans des attaques contre les mouvements d'opposition et les associations d'observation électorale. En particulier, la chaîne NTV se livre à une campagne de dénigrement de l'association *Golos*, chef de file de l'analyse des fraudes depuis 2007. Cette attaque se retourne contre le pouvoir, car elle attire l'attention du public sur la partialité de la campagne électorale et sur la nécessité de prévenir les fraudes dans les élections à venir. Des milliers de jeunes rejoindront les rangs de l'observation indépendante.

Aux législatives du 4 décembre 2011, le parti du pouvoir, avec un résultat officiel de 49% n'obtient pas la majorité des voix, et n'aurait rassemblé selon les estimations indépendantes, qu'environ un tiers des voix.⁵⁰ La société russe est divisée entre environ un quart résolument anti-Poutine, un quart critique du régime mais résigné, et une petite majorité « loyaliste » ou indifférente. Dans de nombreuses villes de la Fédération de Russie se tiennent de grandes manifestations. Le jeune juriste et blogueur Alexis Navalny prend la parole à Moscou aux côtés de Boris Nemtsov, Vladimir Ryjkov, Sergei Udaltsov, et d'autres opposants. Son slogan choc « A bas le parti des voleurs et des escrocs ! » est repris partout. Navalny, qui vient de lancer la Fondation pour la lutte contre la corruption, résume en quatre mots la corruption politique et économique du pouvoir, qui vole à la fois les voix des électeurs, les ressources nationales et l'argent public.

Le Kremlin n'avait pas anticipé une telle mobilisation. Pourtant, le mécontentement grondait depuis des mois. Dans un sondage de l'automne 2011, les Russes se disaient convaincus de leur impuissance devant la machine administrative bien rôdée pour obtenir les résultats désirés. 70% des personnes interrogées

⁵⁰ Estimations des associations *Golos* (la Voix) et *Nezavissimy izbiratel'* (L'électeur indépendant), avec lesquelles l'auteure a collaboré en 2011-2012. Ces deux associations ont été attaquées par les autorités, puis fermées, et leurs sites n'existent plus aujourd'hui en Russie.

répondaient que les élections n'étaient pas honnêtes ou « pas tout à fait honnêtes », et pour 8% « pas honnêtes du tout ».⁵¹

A partir de la contestation de décembre 2011, le pouvoir poutinien entre dans la phase la plus dure de son combat contre les électeurs. Il dénonce les vilains : « opposants-traitres », extrémistes, suppôts de l'Occident, et toutes les cinquièmes colonnes. Il commande de nombreuses enquêtes sur les intentions de vote qui doivent démontrer l'adhésion à Poutine, ce qui légitimerait le plébiscite annoncé pour le 4 mars 2012.

En janvier 2012, l'équipe Poutine a repris la main : propagande intense, grands articles signés Poutine dans la presse, pressions politiques, physiques et judiciaires sur les opposants et les manifestants. En gonflant le taux de participation et le vote pour Poutine, le chef de la commission électorale centrale, Vladimir Tchourov, a minimisé le vote protestataire et écarté toute possibilité de second tour. Il a annoncé 63,6% pour son chef (9 points de moins que Medvedev en 2012 !), et une participation de 65%. Le communiste Ziouganov obtient officiellement 17,1%, l'homme d'affaires Prokhorov 7,9%, le nationaliste Jirinovski 6,2% et Mironov, le poutinien de *Russie juste*, seulement 3,8%. Le plébiscite à l'arraché est une morne victoire, et un soulagement, car Poutine échappera à la sanction des urnes pendant près de cinq ans, jusqu'aux législatives de septembre 2016, et dix-huit mois de plus jusqu'à la présidentielle de mars 2018⁵².

Deux mois plus tard, le 7 mai 2012, Poutine prête serment dans une capitale déserte, après avoir fait durement réprimer la manifestation de la veille contestant la légalité de son élection en mars. Il s'enferme peu à peu dans la forteresse du pouvoir personnel. Il n'a ni Politburo, ni gouvernement rendant des comptes au parlement, mais des clans organisés autour des *siloviki* et des monopoles industriels et énergétiques. Il ne reçoit aucun avis ou conseil indépendant, il est prisonnier de sa propre désinformation et des récits de son entourage. Il ne gouverne pas le pays mais arbitre entre les intérêts des groupes, d'administrations, de régions et de clans locaux. La loi contre les « agents étrangers » est votée par une Chambre aux ordres en juillet 2012. Des centaines d'ONG et associations devront se soumettre ou se démettre. La

⁵¹ Sondage du Centre Levada, www.levada.ru.

⁵² Rappelons que la révision constitutionnelle de 2008 a rallongé le mandat présidentiel de quatre à six ans, et le mandat des députés de la Douma de quatre à cinq ans.

répression s'abattra sur des milliers de représentants de la société civile, d'opposants politiques, et de journalistes.

Il est probable que la peur de la sanction ait été renforcée par les révoltes populaires et la chute de plusieurs dictateurs en 2010-2011, ce qui explique en partie la décision du Kremlin de soutenir Bachar Al Assad contre les Syriens en colère dès 2011. A partir de 2015, l'armée russe participe directement à la guerre criminelle. En février 2014, quand la révolution Maidan en Ukraine pousse le président Yanoukovitch vers la sortie, le Kremlin lance l'opération de déstabilisation et d'occupation de l'Est du Donbass. La crainte de la démocratisation dans les pays voisins est à son paroxysme. Avec l'annexion de la Crimée, Vladimir Poutine orchestre une furieuse campagne de nationalisme irrédentiste, autour du slogan *Krym nach !*, la Crimée est à nous ! Son « rating » grimpera pendant dix-huit mois, puis redescendra fin 2015. L'illusion d'une puissance invincible portée par un peuple unanime le conduira à recourir toujours plus à la violence politique et à la force armée.

Le vote est une arme dans la prise de contrôle d'un territoire et de sa population. Des référendums illégaux sont tenus dans les zones occupées du Donbass en avril 2014, pour imposer des « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk. L'opération sera renouvelée en septembre 2022, en pleine guerre, pour déclarer l'annexion, dans la totalité de leur territoire, des provinces de Donetsk, Lougansk, Zaporijia et Kherson, alors que l'armée recule partout et vient de perdre la ville de Kherson.⁵³ Le prix de ces abus est élevé : mobilisation politique et militaire des Ukrainiens, sanctions occidentales, dégradation du statut international de la Russie, crise économique.

Les législatives de 2016

Le 18 septembre 2016, le Kremlin s'est de nouveau doté d'une assemblée aux ordres, grâce aux suffrages exprimés par une minorité d'électeurs. Le président russe

⁵³ Les bureaux de vote ouverts en Crimée annexée, comme dans d'autres territoires occupés, sous tutelle de la Russie (Ossétie du Sud et Abkhazie en Géorgie, la partie du Donbass occupée depuis 2014, les « Russes » de Transnistrie en Moldavie) ont permis d'augmenter les pourcentages de participation et du vote poutinien dans le total des résultats officiellement déclarés par la Fédération de Russie. La *passportizatsiia* (distribution de passeports russes) permet d'enregistrer des électeurs qui ne sont pas citoyens de l'État de Russie, de façon totalement illégale. Dans la partie orientale des provinces de Lougansk et Donetsk, les administrations pro-russes échangent les passeports ukrainiens contre des passeports russes, souvent sous la contrainte, parfois en assurant qu'ainsi le détenteur du passeport aura accès aux services sociaux. Rappelons aussi que le conflit du Donbass a entraîné le déplacement de plus d'un million de personnes hors de la zone occupée en 2014-2015.

en personne annonce la victoire à peine une heure après la fermeture des derniers bureaux de vote, alors que seulement 7% des bulletins ont été dépouillés. La participation au scrutin est alors fixée officiellement à 49% puis à 47,8 %, alors qu'elle atteint en réalité à peine 40%.

Selon les estimations d'observateurs et experts indépendants russes, sur 111 millions d'électeurs inscrits, au maximum 45 millions sont allés aux urnes, 65 millions se sont abstenus. Sur ces 45 millions de votants, moins de 20 millions ont voté pour le parti poutinien *Russie unie*. Officiellement, on annonce 28 millions.

Les quelque 20 millions qui ont vraiment voté pour Russie unie au scrutin de liste (et, le plus souvent, ont aussi voté pour le candidat du Kremlin au scrutin uninominal)⁵⁴ ne forment donc qu'un petit cinquième de l'électorat. Où est donc cette adhésion enthousiaste au poutinisme ? Le fossé entre 85% d'opinions favorables au président dans certains sondages, et environ 20% d'électeurs qui vont aux urnes et votent pour son parti, pose un problème.

Deux explications à cet apparent paradoxe. Premièrement, les instituts de sondage mesurent le « rating » de Poutine dans l'absolu, et non sa popularité en comparaison avec d'autres alternatives. En d'autres termes, on demande au Russe : « approuvez-vous l'activité du président ? ». La question cachée est « préférez-vous Poutine ou le chaos ? ». Deuxièmement, interrogés sur l'action du gouvernement et des administrations, la plupart des sondés se disent critiques. Ils expriment une forte inquiétude face aux incertitudes économiques et sociales. Ils craignent aussi que la Russie n'entre en guerre. En septembre 2016, le Centre Levada pour l'étude de l'opinion publique, seul institut de sondages indépendant, a été fiché « agent de l'étranger » par le ministère de la Justice, sur dénonciation d'un comité anti-Maidan (dont le chef vient d'être élu député). Depuis lors, le centre ne peut plus fonctionner normalement.

En septembre 2016, Vladimir Poutine a atteint l'objectif fixé : une Douma qui vote comme un seul homme. Le parti poutinien s'octroie la part du lion, avec 105 sièges de plus qu'en 2011, 343 sur 450. Une majorité des trois quarts pour Russie

⁵⁴ La Douma d'État est désormais élue pour moitié au scrutin uninominal et pour moitié au scrutin de liste. Sur les législatives de 2016, cf. M. Mendras, « Le pouvoir russe, seul contre tous ? », *Esprit*, novembre 2016.

unie, et le quasi-unanimité puisque l'autre quart des députés suivra la marche. Ilya Ponomarev, seul député qui ait osé voter contre l'annexion de la Crimée en mars 2014, a été déchu, privé de son immunité, et s'est réfugié aux États-Unis.⁵⁵

La nouvelle assemblée est encore plus servile que la précédente, et compte dans ses rangs quatre élus de la Crimée annexée. Les quelque 400 observateurs de l'OSCE et les volontaires russes ont pu observer au mieux 3 à 4 % des bureaux de vote. Ils n'avaient le droit d'observer qu'un seul bureau, et n'ont pas été autorisés à suivre le comptage jusqu'au bout, c'est-à-dire l'envoi du procès-verbal à la commission territoriale chargée de rentrer les données dans l'ordinateur, moment stratégique. Plus grave encore, le jour du scrutin, tout est déjà en partie joué, puisque des millions de suffrages sont recueillis à l'avance.

La méthode de fraude la plus facile à démontrer est celle du « régime électoral d'exception ». Une vingtaine de provinces sont affublées de résultats exceptionnels. Par exemple, la Tchétchénie, avec 96% de participation et plus de 90% pour Russie unie, ou le Tatarstan, la petite république de Touva, les provinces de Kemerovo et Tioumen, qui affichent des taux de participation et scores pour Russie unie beaucoup plus élevés que la moyenne. Par ailleurs, avant le scrutin, les leaders de l'opposition avaient été empêchés. L'opposant Alexei Navalny était alors inéligible, en liberté surveillée. Il avait obtenu environ un tiers des voix (27% selon les autorités) à l'élection du maire de Moscou en septembre 2013. Il était urgent de l'écarter.

Le dernier plébiscite et la fin du régime constitutionnel

En 2018, Vladimir Poutine s'octroie un nouveau mandat, avec officiellement 76% des suffrages exprimés. Selon les observateurs indépendants, les résultats avant fraudes se situeraient autour de 58-60%⁵⁶. L'autorité et la légitimité de l'homme sont durablement affaiblies.⁵⁷

L'acclamation assure à Vladimir Poutine six ans de plus à la tête de l'État. Mais il sera suivi d'une forte contestation sociale et politique dans presque toutes les régions

⁵⁵ Entretien de l'auteure avec Ilya Ponomarev à Tallinn en mai 2015.

⁵⁶ Estimations de l'association Golos et d'observateurs et experts indépendants du pouvoir. Mission de l'auteure à Moscou, novembre 2018.

⁵⁷ Lilia Shevtsova, Dmitri Oreshkin, participants à une table ronde, Kennan Institute, Washington, D.C., 22 mars 2018, <https://www.4freerussia.org/election-postmortem/>

de Russie. Le sujet de discorde est un brutal projet de réforme des retraites, repoussant l'âge de la retraite de plusieurs années. Ce projet, qui sera très largement amendé en septembre 2018 pour calmer le mécontentement, marque la première grande reculade du pouvoir. En 2018-2020, la stratégie du « vote intelligent » prônée par Alexei Navalny – votez pour n'importe quel candidat, sauf celui du pouvoir ! - a posé un nouveau défi au Kremlin. Le parti Russie unie a perdu la majorité à l'assemblée de la ville de Moscou en septembre 2019.

En 2020, alors que la pandémie de Covid se déclare en Fédération de Russie, le Kremlin utilise les grands moyens et met fin au régime constitutionnel. La « révision » de la Loi fondamentale de 1993 (47 alinéas sont concernés) conduit à la destruction de la lettre et de l'esprit du texte. La loi russe est placée au-dessus du droit et des conventions internationales, et plusieurs articles de la constitution sont désormais en contradiction ouverte avec les principes inscrits dans le Préambule.⁵⁸ La nouvelle révision de l'article 81 donne la possibilité à Poutine de prétendre à deux mandats supplémentaires de six ans, en 2024 et 2030. En 2036, il aurait 84 ans.

La « consultation populaire » tenue fin juin 2020 n'a aucun fondement juridique. Le Kremlin a préféré ne pas être contraint par les dispositions constitutionnelles sur le référendum. Ainsi, le texte tailladé n'a plus aucune légalité ni légitimité. Le 20 août 2020, Alexis Navalny subit une tentative d'empoisonnement au novitchok. Il est emprisonné dans des conditions inacceptables depuis janvier 2021. En septembre 2021 se tiennent les dernières législatives frauduleuses, alors que l'armée russe déploie des troupes en grand nombre à la frontière ukrainienne depuis le printemps. Le décor est planté. Le Kremlin prépare la guerre. Le dernier lien obligé entre le pouvoir et ses sujets, c'est le plébiscite répété du Chef. L'ultime obligation des sujets est de participer à la guerre.

Telle est la radicalisation insensée des tyrannies finissantes, saisies d'un désir effréné de domination. Une fois installés au pouvoir, après avoir écarté les autres puissants, les chefs tout-puissants sont tentés par la facilité. Ils s'attaquent d'abord aux

⁵⁸ Cf. M. Mendras & Jean-Charles Lallemand, « Russie. Un vote fabriqué pour une constitution naufragée », *Esprit*, juillet-août 2020.

institutions publiques, qu'ils contrôlent aisément. Puis ils s'en prennent au plus faible, l'anonyme, le démuné : l'individu. Ils fragilisent les liens sociaux, isolant ainsi la personne et le foyer. Dans le même temps, ils exigent de leurs sujets qu'ils votent « comme un seul homme » pour le Chef et l'Unique. Et « le seul homme » doit se satisfaire d'être un troupeau. L'électeur abandonne droits et responsabilité : « quoi qu'on fasse, on ne peut rien changer ! ».

La tyrannie a défait le citoyen et l'État. Mais cette victoire contre la société et contre la sécurité des individus, annonce la descente irrésistible dans une crise sans fond. « Le citoyen peut périr, et l'homme rester », écrivait Montesquieu au sujet de la tyrannie conquérante, dont le principe est la « crainte ».⁵⁹ En Russie poutinienne, une petite majorité s'exécute, une minorité conséquente s'excuse, en s'abstenant ou en votant pour un « rival systémique » du chef et du parti au pouvoir, en quittant le pays ou en se réfugiant dans un exil intérieur. Le trompe-l'œil de l'adhésion populaire plaît aux dirigeants, qui se contemplent dans le miroir de l'acclamation, oubliant qu'ils ont fabriqué ce miroir déformant.

Les régimes autoritaires comptent sur l'érosion de la contestation, la fatigue ou l'indifférence, la préférence pour la « stabilité ». Cependant, le sentiment de stabilité disparaît peu à peu, car les sujets sont maintenus dans un état d'anxiété et de peur de l'avenir. Le climat d'urgence met les individus sur le qui-vive, pour les empêcher. Sans boussole, aveuglé par sa toute-puissance, le Chef peut tout décider et il prend des décisions fatales.

La Russie est un cas d'école de la spirale de l'arbitraire. Le pouvoir ne reconnaît plus aucune limite. Il recourt de façon disproportionnée à la violence politique, psychologique, propagandiste, économique, physique, militaire. La finitude est la peur primale qui étreint ces hommes, car rien ne pourra éviter la fin. Ils ont éliminé tout mode de succession au sommet (électif, dynastique ou sélectif au sein du sérail). Ils se sont privés des procédures institutionnelles, des us et coutumes, des canaux de communication avec les simples gens. Ainsi, ils ont perdu toute capacité politique et mentale d'ajustement de leur comportement, par de petites concessions qui leur permettraient de retrouver un peu de marge de manœuvre. Il reste la guerre, qui n'ouvre aucune issue mais au contraire rapproche la finitude. Le régime est

⁵⁹ Montesquieu, *De l'esprit des lois*, tome I, livre X, chapitre III, , Gonzague Truc éditeur, 1961,p. 147.

aujourd'hui un régime non constitutionnel engagé dans une guerre jugée illégale et criminelle par la majorité des Etats.

Tout régime illégal et inique, souvent criminel, s'affaiblit à mesure qu'il recourt de façon permanente et disproportionnée à la violence physique, politique, psychologique, propagandiste, économique, policière et militaire. La finitude est leur peur primale, car rien ne pourra éviter la fin. Ils sont des mortels. Les sujets d'une telle terreur d'État ne peuvent se protéger qu'en évacuant leurs propres peurs et en défendant leur existence, et l'existence de leur société et de leur économie.

La relation entre gouvernants et administrés a été tellement abîmée, dégradée que les premiers perdent la connaissance, les codes de cette société maltraitée. Le vote manipulé leur a permis de s'accrocher trop longtemps à la certitude du « soutien soumis » de leur « peuple ». La volonté populaire ne pourra donc plus s'exprimer autrement que par la résistance, active ou passive. La mobilisation est impossible, sauf la mobilisation militaire, et encore.... Ainsi, la désinstitutionnalisation menée par les chefs, à tous les niveaux, se retourne contre eux. Les sujets peuvent s'organiser hors des « institutions » formelles, qui ne gouvernent plus. Ils vivent dans un autre univers.

L'environnement extérieur est propice. Les changements dans certains pays voisins, le soutien de l'Europe, la contestation dans d'autres pays (Iran, Chine) extrêmement brutales contre leurs propres populations, annonce une porte entr'ouverte vers la défaite de l'axe des dictateurs. L'engagement des élites alternatives russes, des Ukrainiens et Bélarus et Géorgiens à lutter contre les abus jusqu'à la victoire. Le suffrage universel sera un jour rétabli en Russie, car aucune autre institution de choix des représentants par la société n'existe dans le monde actuel.

La reconquête du vote, des droits, de l'alternance et de la sanction politique et juridique, passe par la reconquête du vote. Pour rétablir les élections, il est nécessaire de rebâtir les institutions. Et pour reconstruire les institutions publiques, il est indispensable de sortir de l'emprise autoritaire et répressive par une transition régulée, sous observation internationale. Cette transition s'ouvrira après la défaite militaire du régime Poutine en Ukraine.